



Political and Ethical Knowledge on Economic Activities



● NEWSLETTER

Février - Mars 2013

www.pekea-fr.org

PEKEA - 110 rue de la Poterie

35200 Rennes - France

Tél. : 02 99 86 17 35 - pekea@pekea-fr.org

Sommaire

Editorial - Prochaines manifestations - Divers - Travaux en cours

● EDITORIAL

Le convivialisme est une idéologie en voie de définition qui cherche à dépasser plusieurs de celles que nous avons connues jusqu'ici et qui n'ont pas réussi à nous faire entrevoir un avenir radieux. Chacune repose sur des principes qui ont tour à tour guidé des « révolutions » des expériences politiques ou simplement des oppositions. Pris avec leur argumentaire, toutes paraissent louables : libéralisme, socialisme, anarchisme, communisme... Les dépasser est un défi gigantesque mais indispensable à relever si on veut éviter la catastrophe effroyable qui se profile à l'horizon. Le point crucial est de parvenir à rééquilibrer les forces qui poussent chacun de nous à l'action.

Le moteur du « progrès », le modèle de *l'homo economicus* est devenu hyperpuissant même si sa mise en œuvre est le fait d'un petit nombre, une oligarchie mal distribuée à l'échelle planétaire. Il faut parvenir à renverser la vapeur de ce moteur et à faire fonctionner à plein régime, un autre moteur, celui du modèle de *l'homo convivialis*. C'est en fait le modèle que suivent le plus grand nombre des humains ; ils sont 99% du monde, mais ils sont contraints à la passivité, à la routine au silence, seuls quelques dizaines de millions sont en opposition déclarée face à l'oligarchie dominante. *L'homo convivialis* est le modèle d'un comportement individuel guidé par la recherche de la vie bonne dans une bonne société, une société juste où chacun agit selon la règle d'une pratique conviviale (adaptée d'Illich) :

Travailler ensemble en prenant soin l'un de l'autre et de la Nature.

Il faut que cette idéologie qui guide – sans qu'on l'ait exprimée- les pratiques du plus grand nombre, puisse être dite, puisse prendre forme explicite et devienne la gouverne de notre humanité pour la sauver. Elle est au cœur d'une approche politique et éthique des activités humaines.

Marc Humbert, Vice-président de Pekea

● PROCHAINES MANIFESTATIONS PEKEA

9 février 2013 : Conférence débat « *Les nouvelles voies de la solidarité internationale* » avec Gilles Maréchal, organisée par les associations Animafac et Etudiants et développement à l'Université Rennes 2, 16h15, public étudiant.

18 février 2013 : Conférence débat « *L'argent, c'est quoi en fait ?* » avec Marc Humbert, dans le cadre des lundis de la découverte de la Médiathèque de Bruz, bar du Grand Logis, 20h, réservation conseillée au 02 99 05 30 60.

20 février 2013 : Conférence débat sur les relations internationales avec Jean-Louis Perrault organisée par le SVET de Coëvrons.

15 mars 2013 : Projection du film *Madame l'eau* de Jean Rouch, suivie d'un débat avec Michel Dupaquier, sociologue et membre de Pekea, et Pascal Branchu du Collectif Eau de Rennes. Un événement organisé par et à la Maison du Ronceray à Rennes dans le cadre du « *Printemps naturellement* », 19h30, entrée libre.

● DIVERS

Le 13 décembre dernier, à l'occasion des 10 ans de Pekea, s'est tenu à Rennes le congrès « *Coopération et formes d'organisation sociale* », organisé par Pekea en collaboration avec le CIAPHS (Université Rennes 2), l'Institut Veblen et l'ISMEA. Vous pourrez retrouver les résumés disponibles des interventions [ici](#).

Pekea étant une ONG, le soutien financier de ses membres est nécessaire pour pouvoir bien fonctionner. Vous trouverez le barème des cotisations pour l'année 2013 [ici](#). De plus, adhérer permet de participer à la vie du réseau, notamment de prendre part aux décisions et aux instances dirigeantes.

• TRAVAUX EN COURS

Systemes alimentaires locaux

Deux membres de Pekea, Gilles Maréchal (France) et Rosemary Gomes (Brésil), ont organisé et animé une formation à l'occasion de la conférence Rio +20, au mois de juin 2012. L'atelier a été inscrit au programme du Sommet des Peuples, parallèle à la conférence officielle. Il a été mené le 16 juin au matin, en présence d'une vingtaine de personnes, en majorité françaises et brésiliennes, mais aussi de Colombie, Chili, Irlande, Québec. Les trois axes de ce sommet de la société civile étaient :

- 1/ Dénoncer les causes de la crise socio-environnementale (insuffisamment évoquées à la conférence officielle) ;
- 2/ Présenter des solutions pratiques ;
- 3/ Fortifier les mouvements sociaux au Brésil et dans le monde.

L'atelier a été co-organisé avec Amar (France), la SEDES (direction de l'économie solidaire et du commerce équitable) de la Ville de Rio, ABIO, organisation des producteurs biologiques de l'Etat de Rio et la Rede Ecologica (réseau écologique) qui rassemble 800 consommateurs s'approvisionnant directement auprès de producteurs par un système de paniers.

Les conclusions suivantes ont été transmises à la plénière du Sommet des Peuples, en français, anglais, portugais et espagnol :

1 – Les milliers d'expériences de systèmes alimentaires locaux, qui existent ou apparaissent dans tous les pays du monde, à condition de s'organiser, peuvent être un puissant instrument de justice sociale, de changement environnemental, de souveraineté culturelle et de progrès en matière de soutenabilité ;

2 – La préservation et l'expansion de la petite agriculture ne peuvent être obtenues en considérant les pratiques productives de manière isolée : la reconquête par les paysans et les consommateurs de la souveraineté dans la commercialisation des aliments est nécessaire ;

3 – Il existe aujourd'hui un déséquilibre dans les pratiques publiques entre l'appui financier, en matière d'organisation et dans la législation, concédé aux acteurs de la commercialisation liés à l'agriculture industrielle et celui donné aux petits producteurs et aux consommateurs qui construisent ensemble des réseaux alimentaires locaux ;

4 – Les collectivités locales sont les plus avancées en matière d'appui aux réseaux locaux, en raison de leur proximité avec les citoyens. Mais tous les niveaux de gestion publique peuvent et doivent s'impliquer dans l'appui à ces réseaux, en considérant le triple rôle de développeur, d'acheteur et de normalisateur des autorités publiques.

Indicateurs locaux pour le progrès sociétal : COREBE

Suite au projet ISBET – *Indicateurs sociétaux de bien-être territorialisés*, qui s'est terminé en février 2012 (plus d'informations sur la [page ISBET](#)), un nouveau projet a démarré en septembre : COREBE – *Coresponsabilité et bien-être*. Egalement financé par la Région Bretagne dans le cadre du dispositif ASOSC, cette recherche-action sur ce qui compte vraiment pour les jeunes se déroulera sur deux ans. Elle est portée par Pekea et menée en partenariat avec différents établissements scolaires, associations, institutions et collectivités.

Il s'agit d'expérimenter, à travers un travail sur le bien-être, l'élaboration collective d'espaces de vie et de territoires sur lesquels pourront s'exercer une coresponsabilité manifestant l'engagement des jeunes et une citoyenneté active. La démarche de construction d'indicateurs de bien-être sera le point focal de cette démarche s'inscrivant aussi dans une logique d'*encapacitation* (empowerment) des jeunes et des adultes en contact avec eux.

Plusieurs membres de Pekea participent activement au projet : Marie-France Bourblanc, Claire Cartieaux, Annie Gouzien, Pascale Mériot, Michel Renault.

FIMOSOL

FIMOSOL est un collectif de recherche en finances et monnaies solidaires, cofondé en 2004 par Pascal Glémoin et Marie-Thérèse Taupin, dans le cadre d'un contrat de recherche sur les capacités d'innovations de l'ESS, financé alors par la Délégation Interministérielle à l'Economie Sociale. Il a été rejoint par Emmanuel Bioteau (géographe-Angers), Gilles Caire

(économiste-Poitiers), Valérie Billaudeau (sciences de l'information-Angers), sur un contrat de recherche relatif aux territoires des finances solidaires en Bretagne et Pays-de-la-Loire.

En 2009 et 2012, le collectif s'est élargi avec Pascale Moulévrier (sociologue, Nantes et Angers), Gaël Henaff (juriste-Rennes 2) pour commettre deux rapports sur le microcrédit social en France sur un financement de la Direction Générale de la Cohésion Sociale, en partenariat avec la CDC et la Banque de France.

Des travaux sur finances solidaires, entreprises et territoires, ont été dirigés par Pascal Glémoin et Emmanuel Bioteau sur un triennal 2010-2012 avec la délégation Pays-de-la-Loire de France Active (FONDES). Le collectif de recherche travaille ainsi sur les problématiques de finances solidaires, petites et très petites entreprises, et territoires à la fois en France, en Roumanie, et au Bénin.

A ces titres, il nous apparaît pertinent de faire de FIMOSOL l'un des nouveaux projets de Pekea à partir de cette année 2013.